



spécialement les empereurs, — l'examen de cette question est réservé au roi, à la conférence de commissaires autorisés et puissants qui se réunira au mois d'octobre, — mais les princes et leurs conseillers se sont certainement convaincus que le danger que cette question renferme dans son sein, est une menace pour la paix générale. La dette conventionnelle, non seulement les soins et les devoirs qui s'imposent à chaque Etat pour conjurer la guerre sociale, mais au besoin on s'entendrait facilement pour déterminer les obligations résultant de la solidarité des Etats et des intérêts sociaux auxquels, ainsi que vient de le montrer le congrès de la Haye, l'Internationale a ouvertement déclaré la guerre.

En se rendant à Marienbourg, l'empereur a passé par Breslau, la ville la plus importante du royaume après la capitale. Ayant été complétement par le bourgeois, nouvellement élu, M. Forckenbeck, qui a présidé pendant plusieurs semaines la Chambre des députés, l'empereur lui a dit : Je félicite, en votre personne, la ville de Breslau d'avoir fait un si bon choix, et en même temps je vous prie instamment de n'abandonner en aucun cas le poste que vous occupez à Breslau ; car cela a besoin de vous.

NOUVELLES DE SUISSE.

La Patrie de Genève nous apporte le compte rendu de la dernière séance du tribunal arbitral, ainsi que le texte de la sentence qui y a été lue. Voici ces documents :

SEANCE DU TRIBUNAL ARBITRAL.

Présidence de M. le comte F. Solopis.

Ouverte à midi et demi, la salle a été immédiatement occupée par MM. les arbitres assistés de MM. les agents des puissances.

Un certain nombre de dames et de demoiselles assistaient à la séance. Ce sont des personnes appartenant aux familles de messieurs les arbitres.

M. le président ouvre la séance et donne la parole à M. Favrot, secrétaire, pour la lecture du procès-verbal de la précédente séance.

Après la lecture, M. le protocole adopté par MM. les arbitres : Solopis, président, Stumpfli et vicomte d'Alajou, il est donné lecture d'une lettre adressée au tribunal par M. Borelli, ancien procureur général, qui fait des vœux pour que l'œuvre donnée soit suivie à l'avenir, et fait du tribunal d'un ouvrage important sur la législation.

En l'absence d'une bibliothèque appartenant au tribunal, messieurs les arbitres décident de faire cadeau de ces deux volumes à la bibliothèque de Genève.

M. Favrot donne lecture en anglais de la décision rendue par le tribunal d'arbitrage.

A ce moment, on remarque dans la salle la présence de MM. les conseillers d'Etat du canton, ainsi que celle de M. le président du grand conseil et de M. le chancelier.

La lecture du document que nous donnons ici est terminée. On a remarqué que le plus religieux silence a été observé par le verba p. h. l'Angleterre a été condamnée à payer aux Etats-Unis la somme de quinze millions et cinq cent mille dollars en or, soit environ soixante-dix millions de francs.

M. le président annonce en outre que le dossier de toutes les pièces sera remis aux archives cantonales, ainsi qu'un exemplaire original de la décision des arbitres.

M. le président termine les séances du tribunal par les discours suivants que nous sommes heureux de reproduire textuellement :

Messieurs et chers collègues, Notre tâche est terminée. Le tribunal d'arbitrage a vécu. Pendant son existence, meilleurs rapports se sont constamment maintenus entre nous. En ce qui me concerne je ne saurais assez vous exprimer, messieurs, toute la reconnaissance que j'éprouve pour m'avoir soutenu par la courtoisie de votre indulgence et de vos lumières dans l'exercice des fonctions délicates que vous m'avez confiées.

Nous avons été heureux de voir le succès complet obtenu par la procédure que nous avons suivie, et que nous ne saurions trop louer. Elle nous a permis de nous unir, dans le sens d'une initiative officielle, sous l'égide d'un but unique, nous ne pouvons trop être adressés que celui des vœux les plus autorisés dans les deux gouvernements intéressés dans la conférence, c'est-à-dire aux deux gouvernements amis dévoués des deux puissances. Tel était en effet le sentiment vrai et profond qui nous animait.

Dans la seconde partie de notre travail, renforcée entièrement par la coopération du tribunal, nous avons eu l'honneur de nous adresser à vous, ainsi qu'à un examen scrupuleux accompli d'une impartialité absolue à ne pas devoir un instant des récriminations de la justice et de l'équité.

La coopération des deux gouvernements qui assistaient les deux puissances, ainsi que celle des agents qui les représentaient, nous a aidés puissamment dans ce travail. Nous sommes heureux de leur en offrir ici tous nos remerciements.

Nous exprimons avec nous le témoignage de notre conscience de ne pas avoir failli à notre devoir.

Nous formons des vœux fervents pour que bien inspire à tous les gouvernements la pensée constante et éternelle de la justice, qui est le désir invariable de tous les peuples éclairés, et qui est dans l'ordre des intérêts moraux ainsi que dans celui des intérêts matériels de la société, le bien de tous les biens, la paix.

Notre dernier mot sera pour Genève, cette cité noble et hospitalière qui nous a si bien accueillis, et en lui disant avec nous pouvons l'assurer que son souvenir ne s'effacera point de nous.

Le tribunal a eu le plaisir de garder dans ses archives un témoignage de ce qui s'est passé à l'Hotel de ville dans cette occasion. Il a ordonné qu'une expédition de l'acte de décision soit par tous ses membres soit déposée aux archives de la Confédération suisse.

Encore une fois, en prenant congé de la ville de Genève, nous lui souhaitons tout le bonheur qu'elle mérite.

Je disons à cet très-favorablement accueilli et des salves d'artillerie ont annoncé à la population une décision qui met fin à des discussions qui, en d'autres temps et avec d'autres hommes, auraient été suivies à l'Hotel de ville, — 41 salves ont été tirées, 22 pour l'Amérique et 22 pour l'Angleterre.

DÉCISION

RENDUE PAR LE

TRIBUNAL D'ARBITRAGE

Constituée en vertu de l'article 1^{er} du traité conclu à Washington, le 8 mai 1871, entre les Etats-Unis d'Amérique et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

Les Etats-Unis d'Amérique et S. M. la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, étant convenus par l'article 1^{er} du traité signé et conclu à Washington le 8 mai 1871 de soumettre toutes les réclamations « connues sous le nom général de réclamations de l'Alabama », à un tribunal d'arbitrage composé de cinq arbitres nommés :

L'un par le président des Etats-Unis ;
L'un par Sa Majesté Britannique ;
L'un par Sa Majesté le roi d'Italie ;
L'un par le président de la Confédération suisse ;
L'un par Sa Majesté l'empereur du Brésil ;

et
Le président des Etats-Unis,
Sa Majesté Britannique,
Sa Majesté le roi d'Italie,
Le président de la Confédération suisse et S. M. l'empereur du Brésil, ayant respectivement nommé leur arbitre, savoir :

Charles Francis Adams, Esquire ;
Sa Majesté Britannique ;
Le roi d'Italie ;
Son Excellence M. le comte Frédéric Solopis de Salerno, chevalier de l'Ordre de l'Annunziata, ministre d'Etat, sénateur du royaume d'Italie ;
Le président de la Confédération suisse ;
M. Jacques Stumpfli ;
Sa Majesté l'empereur du Brésil ;
Son Excellence M. le comte Antonio d'Arango, vicomte d'Alajou, grand d'Espagne du Brésil, membre du conseil de S. M. l'empereur du Brésil, et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en France ;

Et les cinq arbitres ci-dessus nommés s'étant réunis à Genève (en Suisse) dans une salle du Hotel de ville, le 13 décembre 1871, conformément à l'art. II du traité de Washington, du 8 mai de la même année, et ayant procédé à l'examen et à la vérification des actes et des pièces nommées respectivement, trouvés en bon et due forme ;

Le tribunal d'arbitrage s'est déclaré constitué.

Les agents nommés par chacune des hautes parties contractantes en vertu du même article II, savoir :

Pour les Etats-Unis d'Amérique :
M. John C. Bancroft Davis, Esquire,
Pour Sa Majesté Britannique :
Charles Stuart Adams, lord Tenterden, pair du Royaume-Uni, compagnon du très-honorable ordre

du Bain, sous-secrétaire d'Etat adjoint, pour les affaires étrangères.

Dont les pouvoirs ont également été trouvés en bon et due forme.

Ont alors remis à chacun des arbitres le mémoire imprimé, rédigé par chacune des hautes parties, accompagné de pièces justificatives, et de la correspondance officielle et des autres preuves sur lesquelles chacune d'elles se fonde, le tout aux termes de l'art. III du traité.

Le tribunal a décidé, à l'unanimité, que la Grande-Bretagne n'a manqué ni par action, ni par omission, aux devoirs énoncés dans les trois règles de l'article VI du traité de Washington, ou reconnus par les principes du droit des gens qui ne sont pas incompatibles avec ces règles.

Quant aux navires nommés :
« Georgia »,
« Sunler »,
« Nashville »,
« Tallahassee »,
« Chickamauga »,
Le tribunal est d'avis, à l'unanimité, que la Grande-Bretagne n'a manqué, ni par action, ni par omission, aux devoirs énoncés dans les trois règles de l'article VI du traité de Washington, ou reconnus par les principes du droit des gens qui ne sont pas incompatibles avec ces règles.

Quant aux navires nommés :
« Salter »,
« Jefferson Davis »,
« Music »,
« Boston »,
« H. Joy »,
Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, de les délimiter de ses délibérations, faute de preuves.

Quant à la demande d'indemnité formulée par les Etats-Unis, le tribunal, considérant, que les faits de poursuite des croiseurs confédérés doivent se confondre avec les faits généraux de la guerre soulevée par l'article X du traité, et qu'il n'y a lieu d'adjudger aux Etats-Unis aucune somme à titre d'indemnité de ce chef.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

ce navire après son départ de Melbourne, le 18 février 1862.

Quant aux navires :
« Tuculosa »,
« Clarence »,
« Tacony »,
« Arctur »,
« Florida »,
Le tribunal est d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

Le tribunal a été d'avis, à l'unanimité, que les conséquences de la violation de la neutralité commise par la construction d'un navire ne s'ajoutent point par la faute d'une commission gouvernementale, que le belligérant, au profit de la neutralité a été violée, aurait par la suite encouru aucune responsabilité.

que les Cortès vont se réunir, que la majorité radicale et les hommes les plus importants du parti républicain sont disposés à appuyer toutes les réformes politiques et économiques du ministère ; que, de plus, grâce au puissant appui de la Banque de Paris et des Pays-Bas, va être en mesure de payer tout son arriéré, de pouvoir faire face à toutes ses obligations courantes, d'assurer le paiement, dans cinq ans, des intérêts de la dette consolidée ; cette perspective, dis-je, exaspère de telle manière les économistes de toutes les fractions qu'ils mettraient volontiers, s'ils le pouvaient sans danger personnel, le feu aux quatre coins de Madrid.

Les réactionnaires sont toujours les mêmes : tous les moyens leur sont bons pour venir à leurs fins. Rappelons-vous ce qui se passa en Castille aux mois d'avril et mai de 1856 ; la plupart des ministères et autres fabriques furent incendiées, et l'énorme fait au mois de juin prouva que les incendiaires avaient été payés par la réaction, laquelle voulait se débarrasser du maréchal Espartero. Grâce à la complicité du palais, trois mois après le maréchal Narvaez et M. Nocedal inaugurèrent en Espagne l'effrayante réaction qui, durant un an, remplit les prisons du royaume de citoyens inoffensifs et seulement coupables de professer des opinions libérales.

Parce chose n'est plus à redouter aujourd'hui, parce que le palais n'est plus comme autrefois le centre de toutes les conspirations contre les libertés publiques, et parce que le gouvernement et l'opinion sont sur leurs gardes pour empêcher la réaction de mettre à exécution ses sinistres projets.

Vous savez que le Pape se rend dans le temps le 1869, deux prélats seulement consentirent à remplir cette formalité : le cardinal archevêque de Tolède, mort récemment, et l'évêque d'Almeria qui vient d'être élu sénateur.

Parmi les 40 mille prêtres que compte l'Espagne, 1,300 à peine ont suivi l'exemple des deux prélats qui se joignent à élire, et les autres ont dû subir, un grand nombre contre leur gré, la pression épiscopale.

L'évêque de Jacin vient de suspendre tous les prêtres de son diocèse qui ont prêté serment à la Constitution dans la circulaire adressée au chapitre de la cathédrale pour lui notifier cette détermination, ce prêtre s'exprime en ces termes : « Considérant la conduite téméraire et scandaleuse de quelques prélats (cette qualification est appliquée aux évêques assemblés), je déclare, dès à présent, c'en suspendus de tons droits de confesser, prêcher, etc. Seront passibles de la même peine tous ceux qui prêteront le parti de prêter serment à la Constitution.

Jusqu'à présent on avait considéré l'évêque de Jacin comme plus instruit et moins fanatique que ses collègues ; jugez ce que seront les autres prélats de la péninsule !

Le colon Solis, aide de camp du duc de Montpensier, est arrivé hier à Madrid et a été enlevé dans la prison militaire de San-Francisco où il est au secret.

Hier soir, le juge chargé de l'interminable instruction de l'affaire de l'assassinat du maréchal Prim, a dû recevoir sa déclaration. L'espèce que sa parole innocente sera promptement reconnue.

Parmi les victimes de la catastrophe du chemin de fer, dont je vous ai parlé, se trouvent deux Français, M. le baron d'Espeleta, M. le marquis de la Sausaye et une dame française avec sa fille.

Le Conseil d'Etat vient de recevoir des membres américains du tribunal d'arbitrage, la lettre suivante :

Genève, le 14 septembre 1872.
M. le président et MM. les membres du Conseil d'Etat de la République et du canton de Genève.

C'est avec affection que nous remercions le Conseil d'Etat de Genève des sentiments de bienveillance qu'il a manifestés à l'égard des représentants des Etats-Unis d'Amérique au tribunal d'arbitrage. Nous ne craignons pas d'affirmer que ces sentiments trouvent un écho fidèle dans l'amitié des Etats-Unis pour la Confédération suisse, et en particulier pour le peuple de Genève.

Des circonstances exceptionnelles ont contribué, pendant notre séjour à Genève, à mêler agréablement l'utilité et le plaisir au travail. Nous avons habité une ville à la fois remarquablement belle et saine, comme mode et civilisation ; une ville si amie à la liberté, à l'ordre et si dévouée, qu'un éminent homme d'Etat a pu l'appeler avec raison « le grain de muse qui parfume le monde » ; une ville située dans un site délicieux sur les rives du Léman, et élevée dans sa poésie, en vue du Mont-Blanc, ce monarque couronné des montagnes, et au milieu des coteaux verdoyants du Jura et de la Savoie.

Aussi remercions-nous dans notre pays lointain des souvenirs ineffaçables de Genève, et de l'enthousiasme du goût, de l'instruction, de la science et de l'honneur.

Nous sommes, messieurs, vos serviteurs dévoués.
(Signé) J. C. STUMPLI.
(Signé) F. STUMPLI.
(Signé) vicomte d'ALAJOU.

Le Conseil d'Etat vient de recevoir des membres américains du tribunal d'arbitrage, la lettre suivante :

Genève, le 14 septembre 1872.
M. le président et MM. les membres du Conseil d'Etat de la République et du canton de Genève.

C'est avec affection que nous remercions le Conseil d'Etat de Genève des sentiments de bienveillance qu'il a manifestés à l'égard des représentants des Etats-Unis d'Amérique au tribunal d'arbitrage. Nous ne craignons pas d'affirmer que ces sentiments trouvent un écho fidèle dans l'amitié des Etats-Unis pour la Confédération suisse, et en particulier pour le peuple de Genève.

Des circonstances exceptionnelles ont contribué, pendant notre séjour à Genève, à mêler agréablement l'utilité et le plaisir au travail. Nous avons habité une ville à la fois remarquablement belle et saine, comme mode et civilisation ; une ville si amie à la liberté, à l'ordre et si dévouée, qu'un éminent homme d'Etat a pu l'appeler avec raison « le grain de muse qui parfume le monde » ; une ville située dans un site délicieux sur les rives du Léman, et élevée dans sa poésie, en vue du Mont-Blanc, ce monarque couronné des montagnes, et au milieu des coteaux verdoyants du Jura et de la Savoie.

Aussi remercions-nous dans notre pays lointain des souvenirs ineffaçables de Genève, et de l'enthousiasme du goût, de l'instruction, de la science et de l'honneur.

Nous sommes, messieurs, vos serviteurs dévoués.
(Signé) J. C. STUMPLI.
(Signé) F. STUMPLI.
(Signé) vicomte d'ALAJOU.

Le Conseil d'Etat vient de recevoir des membres américains du tribunal d'arbitrage, la lettre suivante :

Genève, le 14 septembre 1872.
M. le président et MM. les membres du Conseil d'Etat de la République et du canton de Genève.

C'est avec affection que nous remercions le Conseil d'Etat de Genève des sentiments de bienveillance qu'il a manifestés à l'égard des représentants des Etats-Unis d'Amérique au tribunal d'arbitrage. Nous ne craignons pas d'affirmer que ces sentiments trouvent un écho fidèle dans l'amitié des Etats-Unis pour la Confédération suisse, et en particulier pour

